

Le récent drame d'une étudiante violée et tuée par six hommes, il y a un mois, à Delhi, attire l'attention sur les fragilités de la société indienne, bousculée par de profonds changements économiques, urbains et sociologiques. L'Inde est un géant en mouvement dont les évolutions sont difficiles à percevoir, tant les situations sont contrastées entre villes et campagnes, entre le Nord et le Sud. Mais la politique de libéralisation économique et d'ouverture aux échanges internationaux décidée au début

des années 1990 produit des effets majeurs. Elle affaiblit le rôle de l'État et l'interventionnisme de la bureaucratie à l'intérieur du pays, elle libère l'initiative de grandes familles d'entrepreneurs, elle ouvre des horizons à une classe moyenne en plein essor, elle creuse les inégalités, elle permet le développement d'une société civile. Ces mouvements puissants ne se font pas sans victimes. Les violences sont comme un témoignage du craquement de l'ordre ancien.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

## REPÈRES

## UNE POPULATION EN EXPANSION

● En 2011, selon les chiffres du dernier recensement, il y avait 1,21 milliard d'habitants en Inde (17 % de la population mondiale), dont 623 millions d'hommes et 586 millions de femmes. La population a augmenté de 17,6 % en dix ans, par rapport à 2001, soit 181 millions de personnes en plus. L'État d'Uttar Pradesh (nord), avec 200 millions d'habitants, est de dimension démographique similaire au Brésil ; le Maharashtra (112 millions d'habitants, capitale Bombay) est proche du Mexique, le Bengale-Occidental (90 millions) est au niveau du Vietnam, 14<sup>e</sup> pays le plus peuplé de la planète. Le taux de fertilité (nombre d'enfants par femme) est de 2,72.

● On compte 940 femmes pour 1 000 hommes, soit le pire ratio depuis l'indépendance du pays en 1947. Les enfants de zéro à 6 ans représentent 13,1 % de la population : les garçons de cette tranche d'âge sont 82,9 millions et les filles 75,8 millions.

● Un Indien sur deux a moins de 25 ans, les deux tiers de la population ont moins de 35 ans. Près des trois quarts habitent dans des villages. L'Inde compte déjà trois des dix plus grandes agglomérations de la planète : New Delhi (2<sup>e</sup> derrière Tokyo, 21,7 millions d'habitants), Bombay (4<sup>e</sup> derrière São Paulo, 20,7 millions) et Calcutta (7<sup>e</sup> derrière Mexico et New York, 14,6 millions).

● L'Inde a la population analphabète la plus importante au monde, en données brutes, soit environ 400 millions de personnes : le taux d'alphabétisation est de 65 %, avec une forte disparité entre les deux sexes, puisque ce taux atteint 76 % pour les hommes et 54 % pour les femmes.

● À l'indice de développement humain, l'Inde se classe au 134<sup>e</sup> rang sur 182 pays étudiés par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le produit intérieur brut par habitant est de 1 380 dollars, ce qui la place au 133<sup>e</sup> rang mondial. L'Inde est devenue la 9<sup>e</sup> économie mondiale en termes de PIB, mais sa part dans le commerce international reste modeste : 1,4 % en 2010.

(SOURCE : Géopolitique de l'Inde, d'Olivier Guillard, PUF, 2012, 192 p., 25 €.)

# L'Inde en mouvement



Panneau publicitaire pour la Semaine de la mode indienne, à Gurgaon, près de Delhi. La ville affiche le troisième taux de revenu de l'Inde.

**CHRISTOPHE JAFFRELOT**, directeur de recherche au CNRS, ancien directeur (2000-2008) du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Sciences-Po Paris (1)

## La croissance sans le développement

L'Inde faisait jusqu'à l'an dernier figure d'élève modèle de la classe des pays émergents. Ne parvenait-elle pas à combiner démocratie et croissance, avec des taux de progression de son PNB qui, les bonnes années, flirtaient avec deux chiffres ? Depuis, la croissance a fléchi - elle est retombée à 5-6 % en rythme annuel au dernier trimestre - et, en décembre dernier, l'émotion suscitée par le viol collectif et le meurtre d'une étudiante de Delhi a fait basculer l'image du pays. Son image, l'Inde a tout fait pour l'améliorer depuis dix ans afin de conjurer le stéréotype misérabiliste qui avait encore cours dans les années 1980. D'où des campagnes publicitaires toutes plus réussies les unes que les autres, comme celle de l'office du tourisme national, « *Incredible India!* ». Mais une image est fragile, on le voit aujourd'hui

et le risque est grand de (re)passer d'un extrême à l'autre et de brûler ce que l'on vient d'adorer. Essayons de raison garder.

Ce dont l'Inde souffre au principal, après dix années d'essor économique, c'est d'une banale déconnexion entre croissance et développement. Un mal dont tous les pays émergents sont atteints. Pour tous, l'entrée en

**Les riches devaient être le moteur d'un développement appelé à se répandre à travers le pays.**

globalisation a permis de faire valoir des avantages comparatifs jusque-là sous-exploités en termes (principalement) de coûts de main-d'œuvre. L'Inde s'y est mise après la Chine en raison de la résistance d'un « système nehruvien » qui, depuis le premier chef de gouvernement de l'Inde

indépendante, était synonyme d'économie administrée et de protectionnisme. Au début des années 1990, la libéralisation économique a permis à l'Inde de tirer pleinement partie de l'excellence de ses ingénieurs et de ses chefs d'entreprise. Il s'agissait de faire de l'initiative privée le moteur de la croissance en branchant l'Inde sur le marché mondial.

Cette politique a permis à ceux qui avaient un capital intellectuel, financier ou foncier de progresser plus vite, tandis que les autres n'ont eu que des miettes. Les dirigeants en avaient pris leur parti au nom de la théorie du développement par capillarité (la *trickle down theory*) : les riches devaient être le moteur d'un développement appelé à se répandre à travers le pays à mesure que les coûts (de main-d'œuvre, du mètre carré, de ●●●



●●● transaction dans des villes congestionnées...) s'élèveraient dans la zone à forte croissance et inciteraient les entreprises à investir ailleurs.

Cette approche clairement libérale connaît aujourd'hui deux types de limites. Premièrement, pour se délocaliser ainsi, les firmes indiennes ont besoin d'infrastructures que seul l'État peut construire – comme les routes ou les voies ferrées. Or il n'a pas fait ce travail faute de moyens financiers (le déficit budgétaire reste considérable car l'impôt rente mal) et à cause d'une corruption endémique (en vertu de laquelle plus un chantier dure, mieux c'est pour le donneur d'ordre). Deuxièmement, la *trickle down theory* admettait, au moins dans un premier temps – avant le rattrapage espéré –, un creusement des inégalités auquel l'Inde éatisée par Nehru n'était plus habituée. L'Inde d'aujourd'hui vit à l'heure d'inégalités croissantes entre les nouveaux riches des ghettos dorés urbains où tout est privé (l'école, l'hôpital, l'aéroport, etc.) et des campagnes d'où l'État – à la bureaucratie il est vrai inefficace – s'est en grande partie retiré, faute de moyens et par idéologie.

On peut parler de croissance sans développement parce que les fruits de la première sont captés par une minorité – certes de plus en plus importante –, alors que la pauvreté de masse (qui reculait davantage dans les années 1980) reste le lot de ceux qui n'ont que les services publics pour... les servir – a minima (il suffit d'aller dans une école ou un hôpital pour s'en rendre compte) car l'État n'a pas investi dans ce qui apparaît pourtant comme un point de passage obligé du développement. Du coup, les pauvres envoient leurs enfants à l'école privée et c'est ainsi qu'un certain changement social opère – lentement.

(1) Il est notamment l'auteur de *Inde: la démocratie par la caste*, Fayard, 2005, 594 p., 28,40 €.

**ROB JENKINS**, professeur de sciences politiques à la City University de New York, spécialiste de l'Inde contemporaine

## Le dynamisme de la société civile

« La société civile indienne est dynamique et complexe. Elle contribue fortement au renforcement de l'état de droit dans le pays. De nombreuses ONG sont centrées sur des actions spécifiques : professionnelles, comptant des salariés, recevant des fonds du gouvernement ou de l'étranger, recrutant beaucoup de fonctionnaires à la retraite, elles sont parfois dénigrées, considérées comme des « porte-serviettes ». Mais elles savent notamment utiliser l'échelon international pour faire avancer leurs causes. Elles connaissent les mécanismes onusiens comme le Conseil des droits de l'homme ou les grandes conférences internationales qui leur servent de plate-forme de médiatisation. Les dalits (1), par exemple, y produisent leurs propres statistiques par rapport à ce qu'ils perçoivent comme une violence croissante à leur égard. Ils exercent ainsi une pression sur leur propre gouvernement.

En marge de ces organisations, des mouvements informels se développent sur les lignes de faille des transformations sociales. Ils sont plus radicaux, leurs revendications sont plus politiques, et ils revendiquent une approche partant du terrain, de la base. Depuis dix ou quinze ans, on a observé un rapprochement entre ces deux modes d'action. Les ONG prêtent des ressources, des véhicules, aux agents des mouvements sociaux. Elles les aident à accéder à la classe politique, aux médias. Les deux se rejoignent notamment pour revendiquer une réforme du système de gouvernance.

« L'Inde crée sa propre modernité, en cohérence avec son identité. »

La corruption cristallise bien des mouvements sociaux. J'ai eu la chance de pouvoir observer, assez vite après sa naissance il y a quinze ans au Rajasthan, le MKSS (Union de force des travailleurs et des paysans), créé par Aruna Roy. C'est une petite organisation avec une grande voix. D'abord très local, le mouvement a lancé une campagne pour le droit des gens à l'information sur les procédures administratives. Il a obtenu le vote d'une loi sur le droit à l'information en 2005 au Parlement du Rajasthan. Le MKSS a été imité dans d'autres États et cela a débouché sur l'arène nationale. Le mouvement est arrivé jusqu'à Sonia Gandhi, la présidente du parti du Congrès au pouvoir.

La stratégie des mouvements sociaux contre la corruption est d'exposer les abus sur la place publique. À tous les niveaux de l'administration, les officiels s'interrogent dorénavant sur les traces qu'ils laissent. Chaque tricheur sait qu'un jour, il peut être attrapé. Il sait qu'en contresignant un faux, il signe peut-être aussi son arrêté d'incarcération. Cela a été une bataille de plusieurs années. La bureaucratie a farouchement résisté. Mais, au final, le premier ministre Manmohan Singh n'a pas reculé.

Dès qu'il y a un document officiel à signer, le risque de corruption est présent : dans le secteur de l'éducation, de l'irrigation, de la santé, de la lutte contre la pauvreté, il y a des risques de détournement de fonds. Face à cela, la société civile et les ONG s'organisent pour faire du travail de sensibilisation, pour exiger des officiels qu'ils prennent leurs responsa-

bilités et pour informer les médias et le gouvernement. Il y faut de la patience et du savoir-faire. Mais dans toute l'Inde, des retraités s'investissent dans ce suivi. Les liens avec la base permettent de recueillir des témoignages. Par exemple sur telle clinique qui touche de l'argent pour assurer un service de santé mais dans laquelle on ne trouve jamais de médecins !

À l'échelle nationale, la politique de privatisation, avec l'ouverture progressive aux capitaux étrangers, a généré des abus à chaque étape. Il y a aussi l'enjeu des zones économiques spéciales, des enclaves développées par le secteur privé, qui travaillent pour le marché mondial et qui sont dotées d'infrastructures de niveau international. Il y en a 600, or pour un tiers, il y a un problème au niveau de l'acquisition des terres, qui revient souvent à une dépossession des propriétaires traditionnels, des communautés villageoises ou tribales. L'État souvent soutient l'intérêt des entreprises, ce qui provoque des protestations. On voit des paysans en habit traditionnel multiplier les recours devant les tribunaux, de façon très moderne, face à des investisseurs qui utilisent, eux, des méthodes de pression très primaires. L'état de droit n'est donc pas forcément du côté où l'on croit.

L'Inde crée ainsi sa propre modernité, en cohérence avec son identité profonde. Et la violence trahit d'une certaine manière ces évolutions. Les études montrent que la violence contre les dalits augmente là où ils s'affirment économiquement, où leur visibilité sociale grandit.

RECUEILLI PAR JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

(1) Autrefois appelés « intouchables ».

### PAROLES VAIJU NARAVANE

Correspondante à Paris du quotidien *The Hindu*

« Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la femme »

« Lors du dernier recensement en Inde, on a constaté que, dans la population, il y avait 940 femmes pour 1 000 hommes, alors même que les pourcentages entre les deux sexes à la conception sont proches de 50-50, comme dans les autres pays. Cela signifie que des bébés filles sont tuées ou qu'elles meurent faute de soins ou d'alimentation suffisante. Les nouvelles techniques d'échographie, qui permettent de transporter les machines dans les petites villes, dans des arrière-boutiques, conduisent à l'avortement d'embryons lorsqu'ils sont de sexe féminin. Dans l'État d'Haryana, le rapport est même de 770 femmes pour 1 000 hommes. Cela entraîne de nouvelles formes de trafic : des courtiers vont acheter des filles dans d'autres États, en Orissa, au Chhattisgarh, au Bengale-Occidental, et les vendent en Haryana. Bien sûr, elles ne parlent pas la langue locale, ne connaissent pas les coutumes, elles sont souvent rejetées par les autres familles.

Et pourtant, je pense que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la femme indienne. Depuis dix ans, on constate qu'il y a de plus en plus de jeunes filles qui étudient et qu'elles ont d'excellents résultats. Du fait de leur meilleure éducation, elles imaginent un autre avenir que de rester à la maison comme leur mère. Beaucoup viennent de classes sociales défavorisées, de castes de rang médiocre. Certaines ont profité du système de discrimination positive. Finalement, dès lors qu'une fille a dépassé l'âge de 4 ans, il y a beaucoup de chances que son avenir s'améliore par rapport à celui de sa mère. »

RECUEILLI PAR  
J.-C. P.

### SCEUR PHILOMENA THOMAS,

religieuse de l'Assomption, avocate dans les bidonvilles de Pune (Maharashtra)

## Le patriarcat imprègne les esprits

« Le viol collectif d'une étudiante de 23 ans, dans la nuit du 16 décembre dernier, dans un bus de Delhi, a provoqué la colère de tout le pays. Mais c'est tous les jours que de tels crimes sont commis en Inde. Ainsi, dans la seule ville de Delhi, on a enregistré officiellement 572 viols en 2011 et 635 en 2012. Dans chaque État – y compris au Kerala où la population bénéficie d'une bonne scolarisation – et dans chaque ville – y compris à Bangalore ou à Pune, fortement modernisées –, le nombre d'agressions sexuelles contre des femmes est en augmentation ces dernières années. Car les viols en Inde concernent tous les âges (des cas ont été rapportés sur un bébé de 2 ans et une grand-mère de 75 ans !), toutes les classes sociales... »

Cette augmentation est liée à l'impunité dont jouissent les violeurs, majoritairement âgés de 18 à 35 ans, qui savent l'inaction de la police et l'apathie juridique et qui n'ont aucune crainte de la loi. Elle est liée aussi au fait que les médias, les films et Internet montrent la femme comme un objet de commerce sexuel. Les Indiennes se sentent profondément salies par ces images... Une autre

raison de cette augmentation des viols est à chercher du côté du système patriarcal qui imprègne les esprits, laissant croire aux hommes qu'ils sont supérieurs aux femmes. Les jeunes Indiens – et pas seulement dans les bidonvilles et les zones rurales – sont élevés dans l'idée qu'ils ont tous les droits sur une femme. Or, plus les femmes revendiquent autonomie et indépendance, plus les hommes multiplient harcèlements sexuels et intimidations.

À chaque fois qu'un cas de viol est rapporté, la société réagit avec colère... mais tout retombe très vite... jusqu'à la prochaine fois. La question est donc de savoir pourquoi la mobilisation collective et nationale n'est pas plus grande et plus durable pour faire cesser ces viols horribles, exiger l'efficacité de la police et de la justice contre les criminels, faire cesser le clientélisme politique et faire voter des lois plus rigoureuses en vue de protéger les femmes en Inde. Il faut aussi que des lois punissent, avec effet immédiat, le harcèlement

sexuel sur les lieux de travail, dans les espaces publics, dans les transports... et que l'éducation sexuelle devienne obligatoire dans les collèges et lycées pour sensibiliser les garçons au respect de toutes les filles et femmes. Celles-ci, d'ailleurs, devraient se former à des techniques d'autodéfense pour se protéger d'éventuels agresseurs. Quant aux nom-

breuses ONG nationales qui se mobilisent sur cette question préoccupante, elles devraient ouvrir de larges consultations avec tous les acteurs de la société civile.

Tant que tous ces efforts ne seront pas faits, tant que la police ne sera pas formée à l'écoute des femmes violentées – y compris dans le cadre de la famille –, tant que les mentalités des hommes n'auront pas changé, l'Inde – où pourtant beaucoup de femmes accèdent à des postes de direction dans la fonction publique et la politique – restera, comme l'a récemment montré une enquête internationale, l'un des pires pays au monde pour les femmes. »

RECUEILLI PAR CLAIRE LESEGRETAINE